

**2023/.....**  
Parafe

**DECISION N°36/2023**

**OBJET : ACTION EN JUSTICE DE LA COMMUNE D'OZOIR-LA-FERRIERE**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE D'OZOIR-LA-FERRIERE ;**

Vu l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'alinéa 16 ;

Vu la délibération n°61 du 17 juillet 2020 du Conseil Municipal portant délégation de pouvoir à Monsieur le Maire de certaines attributions de l'assemblée délibérante en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que Madame GOMES DE BASTOS a exécuté des travaux, en méconnaissance notamment des dispositions du Plan Local d'Urbanisme et de la législation de l'Urbanisme ;

Considérant le constat d'infraction du 5 mars 2020 ;

**D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> : de déposer plainte avec constitution de partie civile auprès du Procureur de la République à l'encontre de Madame GOMES DE BASTOS pour infraction aux dispositions du PLU et à la législation de l'Urbanisme, constatée le 5 mars 2020.

Article 2 : de désigner Maître Jérôme PITON, Avocat à la Cour, sis 11 boulevard de Sébastopol à Paris (75001), pour accompagner la commune dans l'action en justice à engager à l'encontre de Monsieur GOMES DE BASTOS.

FAIT A OZOIR-LA-FERRIERE LE 21 JUIN 2023

LE MAIRE,

JEAN FRANÇOIS ONETO.

